

Un inédit de Gilles Leclerc

Speak White, Bastards ! (Extraits)

Dans les pages qui suivent, nous présentons quelques pages tirées d'un manuscrit inédit de Gilles Leclerc. Ce manuscrit constituait au point de départ le chapitre VI d'un ouvrage que son auteur concevait comme la suite du Journal d'un inquisiteur et qu'il voulait intituler Canada forever... less ou Cocussimo molto. Gilles Leclerc l'avait retiré de cet ouvrage, qui comptait plusieurs centaines de pages et que les éditeurs contactés avaient tous refusé de publier, pour en faire un ouvrage distinct. Il a cherché à le faire publier, sans succès également, en 1974^[1]. Ce petit ouvrage (le manuscrit compte cent douze pages dactylographiées) porte sur la situation de la langue au Québec et est intitulé Speak White, Bastards ! L'approche de l'auteur, on le constatera, rompt avec nombre de propos qu'on a pu tenir sur la question à l'époque et n'est pas sans conserver, par-delà tout ce qui peut sembler de prime abord vieilli dans le texte, une indéniable actualité. Le ton, certes, pourra paraître parfois outrancier à quelques-uns (aussi bien les en prévenir tout de suite). Gilles Leclerc en était parfaitement conscient et il l'indique au début du manuscrit. Ce ton, en fait, est bien celui du prophète, qui vitupère au moins autant son peuple que ceux qu'on accuse de chercher à exercer une domination sur lui. Comment expliquer, demande Leclerc, qu'on veuille à la fois (bien sûr) défendre le français au Québec et qu'on se soucie si peu de le parler et de l'écrire correctement ? Pourquoi certains veulent-ils faire du Québec une société française et en même temps non seulement tolèrent mais encouragent le joulal (ou le « québécois ») ? La réponse est pour le moins cinglante : les Québécois se battent pour avoir le droit de parler (un mauvais) français à la fois par paresse et par utilitarisme. Par paresse d'abord, parce que cela leur évitera d'apprendre à parler l'anglais (car ils massacrent autant l'anglais que le français et ils apprennent tout aussi mal les deux langues à l'école). Par utilitarisme ensuite : d'abord parce que le joulal suffit aux transactions du quotidien ; ensuite parce qu'il suffit à maintenir le Québec dans l'« opposition ethnique » au Canada ; enfin (et surtout) parce qu'il sera plus facile à fondre dans ce que Leclerc appelle l'« améranto », le pidgin anglo-américain qu'en viendront fatalement à imposer les États-Unis, cet « Empire romain du XXe et du XXIe siècle », à mesure que prendra forme leur projet de colonisation économique intégrale de tout le continent. Au fond, cette trahison de la langue n'est qu'une autre face de la trahison de l'Esprit : alors que la langue française nous convie à recevoir l'héritage qu'elle est et à créer à partir d'elle, nous l'aplatissons pour en faire un patois informe et désarticulé, bon seulement comme vulgaire outil de commerce. À l'heure où le ministère de l'Éducation ne conçoit plus la langue que comme une « compétence » ou un « outil de communication » et où il n'est plus du tout question du joulal dans l'espace public simplement parce qu'il est confondu avec la langue parlée par les humoristes, les animateurs de télévision et les journalistes (et de plus en plus de

politiciens), ce texte de Gilles Leclerc, malgré tout ce qui peut distinguer notre situation de celle de 1974, nous interpelle encore aujourd'hui[2]. Gilles Labelle [C]e que nos êtres supérieurs d'Anglais paraissent encore ignorer, c'est que la langue française ennuie et emmerde encore plus les Québécois qu'eux ; ces derniers n'y tiennent que par habitude, par besoin d'une opposition ethnique facile, d'une identité bio-végétative de tout repos. Ils semblent même considérer d'instinct comme la pire des malédictions de parler le français, alors qu'ils ne possèdent pas d'économie puissante pour justifier son emploi et sa diffusion ; au fond, ils sont logiques avec eux-mêmes et avec leur merdeuse d'histoire. Ils s'en dispenseraient volontiers, je présume, si un événement « heureux » venait leur donner bonne conscience, disons son abolition par décret royal à la manière « apartheid », ou l'invasion des U.S. Marines chargés de protéger les 20 milliards de capitaux américains, car 1. Ils ne savent plus assez le français pour éprouver quelque envie et plaisir à le parler, l'écrire et l'enseigner le mieux possible, comme des êtres civilisés héritiers de l'une des plus grandes cultures de l'Histoire ; 2. Ils n'ont aucun talent pour le français (mais cela ne leur fiche plus aucun complexe). Pour employer une expression de la psychiatrie relative à la délinquance juvénile, disons que cette carence n'est pas constitutionnelle, mais perverse, c'[est] à d[ire] non pas innée, mais acquise et chronique. En d'autres termes, elle est une conséquence de pénibles conditions historiques : colonialisme et éducation cléricale psychocide ; 3. Le français est devenant, sinon encore totalement devenu une langue étrangère. Il n'est pas officiel, donc il est déprécié, dévalorisé ; l'État n'intervient pas pour régulariser la situation[3] ; il est mal parlé, mal écrit et mal enseigné ; nous traduisons tout de l'anglo-américain[4] ; nous n'y avons recours que lorsque nous avons épuisé les ressources du « joual » et de l'« anglais ». Est étrangère une langue contre laquelle un gouvernement passe une loi comme le « bill 63[5] » ; 4. Surtout, la langue française a, aux yeux des Québécois, un impardonnable défaut : elle vient de France, de « la France qui nous a trahis il y a 300 ans » (J[ean]-J[acques] Bertrand, [Le] Sol[eil], 6/I/67). [...] Autre prouesse de système théocratique qui nous a asphyxiés de son cyanure mental pendant plus de 200 ans : 9,9 Québécois sur 10 savent et s'enseignent que la France est un pays sous-développé, arriéré, athée, improductif, où l'on ne parle plus que l'américain, etc., etc. Pour haïr notre mère patrie avec autant de persistance et de férocité, il faut que l'éducation cléricale ait été absolument géniale, car même les athées et les agnostiques sont gallophobes comme des chiens enragés. [...] Cette gallophobie syphilitique ne va jamais sans de prétentieuses et ignorantes affirmations du genre : « Nous avons droit à notre langue » (J[ean]- P[aul] Desbiens) ou « Les Québécois doivent écrire québécois, tout comme les Américains ont écrit sans s'inquiéter de l'anglais » (J[ean] Barbeau, *Perspectives*]- [Le] Sol[eil] 17/IV/71) ; etc. [...]. [A]u lieu de nous avouer carrément comme des hommes que nous prônons le québécois pour la simple raison que nous ne savons plus assez le français pour en vivre, nous choisissons le détour morbide de « notre droit à notre langue[6] » qui ne soit pas le français international et qui nous couperait de façon définitive du reste du monde. [...]

* * *

La première ignorance est celle de la langue maternelle ; si on n'enseigne pas la langue nationale, on n'enseigne rien du tout ; tout professeur devrait être un professeur de français. Ce dernier postulat, appliqué dans le monde entier quand il s'agit de langue maternelle, loin que d'être une évidence, est au contraire considéré comme un obstacle, voire une injustice, et on a vu des étudiants de la principale École normale[7] de Québec dénoncer l'examen d'entrée de français : il ne devrait pas être une condition d'admission au diplôme d'enseignant, au Québec ; on a également vu des instituteurs d'une importante école élémentaire de Québec répondre à des parents qui se plaignaient qu'ils osent laisser passer d'énormes fautes de français dans leurs devoirs scolaires : « Le français, ce n'est important que lorsqu'il s'agit de la dictée ! » Allez donc comprendre quelque chose à pareille aliénation ; moi, j'ai démissionné, mais je me plais à affirmer que l'ignorance (des choses essentielles) finit avec la conscience, et nullement avec le diplôme, qui, lui, sert à classer les animaux instruits. Cette étonnante répugnance des Québécois pour la langue française vient de l'ignorance des éducateurs, de la perversion pédagogique, de la grossièreté intellectuelle des cléricaux, de leur impuissance séculaire à la

virilité d'esprit et à la gallophobie monstrueuse dont ils sont su empoisonner les jeunes cerveaux de l'école primaire. La dégénérescence de la langue française chez nous a suivi, et non précédé la dégénérescence de l'âme française, de l'âme tout simplement. Une langue est le miroir de la société qui la parle, « elle est le théâtre de l'histoire » (F[erdinand] de Saussure). Si la langue française s'est détériorée de façon aussi monstrueuse ici, c'est que la société québécoise tout entière était détériorée ; mais la détérioration de la langue française contribue à accentuer la dégénérescence nationale et à rendre le salut public impossible sinon invraisemblable, et ce, d'autant plus que l'économie nous échappe davantage de jour en jour. [...] Il y a fort longtemps que nous serions un peuple souverain, si nous étions restés des Français, mais les chances de liberté collective pour le Québec diminuent avec la dégénérescence galopante de la langue française [...]. Car il semble y avoir incompatibilité absolue entre langue française et esclavage politique, avec un minimum d'éducation civique, mais non entre le québécois (ou ce qui éventuellement deviendra du joual) et la servilité politique et économique dans un contexte colonial, dégoûtant et immuable [...]. Pour parodier une sottise célèbre de M. J[ean] Lesage touchant l'indépendance: « Nous n'avons pas les moyens de nous payer la langue française, et quand nous les aurons, personne n'en voudra plus ! » NOUS CROYONS ENCORE PARLER LE FRANÇAIS, NOUS VIVONS EN JOUAL, NOUS MOURRONS TRÈS CERTAINEMENT EN AMÉRICAIN[8]. Voilà. Sobres en tout, le joual nous suffit. [...]

* * *

Les langues comme les civilisations sont mortelles : seuls les Québécois ne le soupçonnent pas encore. La mort, c'est toujours pour les autres, jamais pour soi, sauf quand on l'a « dans la gueule[9] », comme ce me paraît être le cas pour nous en 1972. Les races d'animaux s'éteignent ; pourquoi alors aussi les familles humaines, hein ? Prenons garde, Messieurs : même la survivance « française » dont nous nous gargarisons encore pourrait bien un jour nous fausser compagnie, car « le français » dont nous n'avons jamais véritablement voulu est à la toute veille de devenir une langue étrangère pour nous tous. Nous hésitons à APPRENDRE ou à RÉAPPRENDRE le français, tout le français, parce que nous pressentons que pareille étude exigerait de nous, pendant une dizaine d'années, un effort intellectuel gigantesque, si gigantesque, en somme, que nous arrivons presque à nous convaincre que nous sommes exonérés, dans ces conditions, de l'obligation de l'entreprendre. Sans langue bien française et bien à nous, nous mourrons comme peuple ou collectivité significative ; c'est une question de temps, les lois de l'Histoire sont inflexibles, au-delà d'un certain seuil de démission de la fierté humaine. Nous serons assimilés, c'[est]-à-d[ire] non pas anglicisés, comme le fakir anglonésien Durham l'a si stupidement écrit au siècle dernier, mais simplement américanisés, corps, âmes et biens. En l'absence de dignité humaine, élémentaire mais farouche, c'est toujours le nombre qui prévaudra. Il me semble qu'il eût été aussi facile et enthousiasmant de nous réapprendre le français de jeter des bombes à l'aveuglette, à Montréal et ailleurs[10]. La toute première révolution (elle aurait elle aussi été « tranquille »), c'eût été de nous refranciser tous et chacun de nous, de la tête aux pieds, mais j'avoue qu'en 1972 il est bien tard pour songer à entreprendre pareille « réhabilitation ». « French is doomed » (George V. Ferguson, *M[ontreal] Star*, 3 XII 69). En effet, le français fout le camp à la vitesse de la dénatalité, de l'expansion catastrophique du « joual », de l'anglicisation de Montréal, et en proportion de l'inaction quasi criminelle du gouvernement[11]. Les chances de liberté politique pour le Québec diminuent avec la dégénérescence galopante de la langue française, aussi bien dans le peuple que chez les dirigeants et les élites, ces fossoyeurs souriants et bienheureux de la culture et de l'esprit français en Amérique. La souveraineté politique en « joual » ou même simplement en « francien », merci bien pour moi : les républiques de bananes, ce n'est pas mon fort. Mais comment penserions-nous à sauver une langue que nous ne croyons même pas menacée ? Comment soigner un cancer dont nous ne soupçonnons même pas l'existence ? Après tout, nous ne parlons pas si mal le français, n'est-ce pas ? Voire, ne parlons-nous pas mieux le français que les Français eux-mêmes ? Sous ce rapport, les gauchistes, athées ou agnostiques, sont eux aussi le sous-produit de la théocratie haineuse anti-française : c'est toucher le fond de l'abjection et de l'ironie de l'histoire. [...] Avec le français, nous ne serions jamais des citoyens

américains, mais avec la langue québécoise nous le serons fatalement : c'est une question de temps ; nous avons l'air de prendre cela à la rigolade. Il ne s'agit pas d'importer la France en Amérique[,] il s'agit de nous garder sains d'esprit pour les grandes tâches qui nous attendent, défient et narguent. [...] Peut-être sentons-nous que nous ne méritons plus de parler français. Que ferions-nous d'une langue que nous haïssons autant que les Français eux-mêmes? Nous n'avons jamais voulu oublier le traité de Paris de 1763 et le mythe de l'abandon du Canada par la France, et dans notre hâte sadique de nous auto-détruire pour en finir enfin avec le maudit cauchemar américain, nous tenons à effacer tout le passé, y inclus la langue française. L'histoire, fidèle à son rôle de « noble gangster » nous braque un revolver dans le dos et nous dit : Le français ou la Mort ! Nous crânonnons encore une fois comme de vulgaires poltrons et nous préférons nous laisser abattre plutôt que de nous repentir de notre gallophobie suicidaire. Sans le français – ou avec le joual national, c'est selon – nous ne ferons pas de meilleurs Canoques, n'en déplaise à LL. EE. G[érard]- D. Lévesque, R[obert] Bourassa, J[ean] Marchand, P[ierre] Trudeau et Cie, ni surtout de passables Américains. Car, si nous sommes déclassés spirituellement chez nous même au Québec, nous ne servirons guère la cause canadienne[12], et nous ne servirons qu'à grossir le nombre déjà impressionnant d'Américains de deuxième et de troisième zones. [...] À nous de choisir, et vite, ça urge ! Mais « des êtres aliénés, agis par des forces élémentaires » peuvent-ils choisir ? Je crains que non. Le Canada n'est plus une patrie depuis 1759[13] ; il en sera de même du Québec si on y laisse se créer une langue québécoise et périr la langue française. La liberté politique n'aura aucun sens pour moi, si elle n'est pas française, et inversement, sans la souveraineté, la langue française ne vaudra bientôt plus rien dire pour moi. La collaboration accrue avec la France, comme le souhaite M. J[ean]- M[arc] Léger, ne changera rien à nos tendances suicidaires : l'âme française est morte en nous. Les Québécois ne me semblent plus connaître assez le français pour désirer en vivre. Il ne leur reste plus qu'à le condamner à mort. En n'optant pas carrément, délibérément, totalement pour la langue française, nous nous serions cocufiés nous-mêmes ; je dis que cela est bien. Mais devenir des cocus de la langue française, avant même de l'avoir épousée, c'est encore plus risible et pitoyable ! Si la langue française en est rendue à l'agonie au Québec, ainsi qu'on le dit, il faut quand même avouer que cela se produit dans des conditions idéales : inconscience et confort ; donc ni l'esprit ni le corps ne s'en trouvent affectés. Voir le corps survivre à l'esprit n'est pas très hygiénique, mais neuf Québécois sur dix s'en félicitent... inconsciemment, bien entendu. [...] Tant de mécréance, d'ignorance et de veulerie fait que le Québec vit depuis toujours un « cauchemar climatisé » (H[enry] Miller) dont les protagonistes-victimes[14] sont ensevelis dans une schizophrénie absolument intolérable dont ils ne pourront plus sortir maintenant que par le recours à la « violence démocratique » ou par l'annexion à l'Empire d'Amérique [...].

Gilles Leclerc

NOTES

[1] Le manuscrit est déposé à la Bibliothèque nationale, dans les archives de Jean Marcel (Fonds Jean Marcel, LMS-0203), que nous remercions vivement de sa collaboration. Nos remerciements vont également à Mme Madeleine Leclerc, qui nous a d'abord permis de consulter des inédits de Gilles Leclerc et nous a donné la permission de publier cet extrait, de même qu'au personnel de la Bibliothèque nationale.

[2] Le travail d'édition s'est limité à choisir des extraits dans différents chapitres du manuscrit et à réarranger le tout en paragraphes qui ont une cohérence

d'ensemble. Les passages entre crochets sont de l'éditeur. Les notes de bas de page sont de Gilles Leclerc, sauf celles qui portent la mention « NDE » (« note de l'éditeur »).

[3] 3. Écrit en 1972, donc avant l'adoption des lois 22 (1974) et 101 (1977). Mais, pour Gilles Leclerc, la proclamation du français langue officielle n'est pas l'essentiel car elle ne touche aucunement à son statut de langue mal parlée, mal écrite et mal enseignée et en ce sens profondément « étrangère » au Québec.

Tout l'intérêt de ces extraits est justement de montrer le rapport ambigu que le Québec entretient avec la langue française : il la « défend » contre l'anglais (qu'il ne veut pas apprendre) mais il la méprise ou refuse de se l'appropriier (c'est en cela qu'elle lui reste étrangère) en la parlant le plus mal possible. Suivant la perspective présentée par Leclerc dans ces pages, nous sommes probablement tout aussi étrangers au français maintenant que nous l'étions il y a vingt-cinq ans (on peut même se demander si, de son point de vue, la situation n'est pas pire maintenant, puisque nous sommes maintenant bien convaincus de « défendre » le français, que nous confondons allègrement avec ce qu'il nomme le « québécois ») (NDE).

[4] Ce qui a donné à Ch. Neapole, du Montreal Stock Exchange, le culot de déclarer devant la commission Gendron ([Le] Sol[eil] 19/XII/69) : « If you import knowledge in Quebec, it'll have to be in English ».

[5] Qui consacrait le libre choix de la langue d'enseignement (NDE).

[6] C'est le seul « droit » que nous ayons jamais pris et, comme il fallait bien s'y attendre d'un contexte socio-pathologique, il mène droit au dépotoir de l'Histoire.

[7] . Institutions où l'on formait les enseignants avant que les facultés d'éducation des universités ne s'en chargent (NDE).

[8] Les majuscules sont dans le texte (NDE).

[9] Ce peut n'être pas toujours pénible, vous savez, surtout quand on a du pain et des jeux.

[10] Allusion au Front de libération du Québec (NDE).

[11] *Supra*, note 3.

[12] Oh, je la pose seulement comme hypothétique : elle est hors de ma compétence.

[13] Et il m'est de plus en plus étranger chaque jour. C'est l'hôtel où je me suis trouvé par hasard à descendre au cours de mon voyage dans l'Histoire.

[14] La seule victime significative de l'imposture est son inventeur (*Journal d'un inquisiteur*, 1960 [dédicace et p. 248 –NDE]).